

Le PT fera son bilan à la fin de la semaine



©
Billel
Zehan
i.
Archiv
es/Lib
erté

Le Parti des travailleurs (PT), dont les consultations sont en cours avec sa base militante pour décider de la meilleure option à prendre vis-à-vis de la prochaine échéance électorale, ne devrait pas rencontrer de grands soucis pour collecter le nombre de signatures requis pour entrer en compétition si le conseil national, prévu prochainement, devait valider l'option de la participation. Forte d'un gisement de plus de 500 élus, la formation de Louisa Hanoune n'aura besoin que de quelques dizaines de signatures d'élus d'autres formations politiques et des indépendants pour satisfaire à l'exigence de la loi, celle de recueillir 600 signatures d'élus pour composer le "billet qualificatif" à la compétition. "Théoriquement, nous ne devrions pas avoir de problèmes. Les choses se passent normalement et ce sont les militants au niveau de la base et des sections qui s'en chargent. Nous ferons un premier bilan lors de la prochaine réunion du secrétariat dans les prochains jours ou, au plus tard, au début de la semaine prochaine", souligne Djelloul Djoudi, cadre du parti. Signe de la sérénité qui entoure l'opération : au siège du parti hier, c'était le calme plat. Seulement quelques préposés s'y trouvaient. Les principaux lieutenants de Louisa Hanoune, dont Djelloul Djoudi et Ramdane Taâzibt, s'étaient déplacés au siège de l'ambassade du Venezuela pour participer à la journée de solidarité avec le peuple vénézuélien confronté à une crise politique née de l'élection de Nicolas Maduro et contestée par Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale, soutenu par les Occidentaux, et qui s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela. Il faut dire que la priorité au sein du parti présentement est la poursuite du débat au sein des structures de base sur la meilleure option et position à prendre à l'occasion de la prochaine présidentielle. C'est ainsi qu'en raison de la persistance de l'opacité et de l'enjeu qui entoure la prochaine échéance, qualifiée de "tournant décisif" pour le pays par Louisa Hanoune, le parti a décidé de mettre deux fers au feu : lancer le

débat tout en réunissant les conditions juridiques et matérielles. “Le débat se poursuit au sein du parti, dans les bureaux de wilaya et dans les sections sur la situation politique, les évolutions et la position que devrait prendre le PT sur la future présidentielle. Les structures du parti agissent pour réunir les conditions juridiques et matérielles”, explique Ramdane Taâzibt. S’il est prématuré de conclure dès à présent sur la position définitive que le parti aura à prendre, tout porte à croire, cependant, que l’option de la non-participation semble la mieux partagée. “Je pense personnellement que le parti ne doit pas aller à la prochaine élection présidentielle. Il ne doit pas y aller cette fois-ci. C’est là mon point de vue personnel que j’exprimerai et défendrai au bureau politique et au comité central”, avait déclaré, récemment, Louisa Hanoune, et qui n’avait pas caché ses “inquiétudes” pour l’Algérie. “Cela étant, je respecterai la décision qui émanera de la majorité du comité central, et je l’appliquerai conformément au centralisme démocratique qui régit le fonctionnement du parti, à savoir la liberté totale dans la discussion et l’unité dans l’action”, avait-elle ajouté.

K. K.